

Le néolibéralisme est-il un fascisme ?

Dans une carte blanche, la présidente de l'Association syndicale des magistrats l'affirme. Et suscite un vif débat. Qu'en penser ? Richard Miller (MR) et Elio Di Rupo (PS) argumentent.

Le néolibéralisme est un fascisme. Il doit être combattu et un humanisme total doit être rétabli. » L'affirmation est tranchée. Salvatrice et inspirante, abonde les uns. Excessive, intellectuellement malhonnête et illustrant la « loi de Godwin » (lire ci-contre), assènent d'autres. Le moins que l'on puisse écrire, c'est que la carte blanche adressée par la présidente de l'Association syndicale des magistrats (ASM), Manuela Cadelli, à la rédaction du *Soir* a provoqué un vif débat dans notre communauté de lecteurs. Publiée sur notre site internet mardi après-midi, elle a été lue par plus de 25.000 personnes et plus de 15.000 l'ont partagée sur les réseaux sociaux. Le brûlot a provoqué une avalanche de réactions.

Fondée en 1979, l'ASM défend l'accès de tous à la justice et la sauvegarde de son indépendance. Et, précisément, tandis que plusieurs dispositions de la réforme de la Justice – surnommée « pot-pourri II » – sont entrées en vigueur ce 1^{er} mars, Manuela Cadelli dénonce l'affaiblissement

d'un pouvoir judiciaire « sous-financé » pour mieux le « mater » au profit des « dominants ». Le projet, selon elle : que l'un des piliers de la démocratie, la Justice, disparaisse. « Pendant que l'État consentait sur dix ans des cadeaux fiscaux de 7 milliards aux multinationales, le justiciable a vu l'accès à la justice surtaxé (augmentation des droits de greffe, taxation à 21% des honoraires d'avocat). Désormais pour obtenir réparation, les victimes d'injustice doivent être riches », illustre-t-elle.

Dans ces conditions, estime Manuella Cadelli, le temps des précautions oratoires est révolu : et il convient de nommer les choses. « Le néolibéralisme est cet économisme total qui frappe chaque sphère de nos sociétés et chaque instant de notre époque. C'est un extrémisme. Le fascisme se définit comme l'assujettissement de toutes les composantes de l'État à une idéologie totalitaire et nihiliste. »

Et d'affirmer : « Je prétends que le néolibéralisme est un fascisme car l'économie a propre-

ment assujéti les gouvernements des pays démocratiques mais aussi chaque parcelle de notre réflexion. L'État est maintenant au service de l'économie et de la finance qui le traitent en subordonné et lui commandent jusqu'à la mise en péril du bien commun. » L'austérité imposée aux États européens ressortirait de cette mise sous tutelle de la démocratie par le marché, imposant un « darwinisme social » qui relègue l'humanisme au ban de l'histoire.

Invokant Nicolas Machiavel, elle appelle à préférer l'action et l'audace à la prudence « pour ramener le bien commun et la justice sociale au cœur du débat public ». Que l'on soit d'accord ou pas avec son argumentaire, il est en tout cas parvenu à cristalliser le débat. ■

CORENTIN DI PRIMA

Sur lesoir.be

« Le néolibéralisme est un fascisme », la carte blanche de Manuela Cadelli, est à lire sur : www.lesoir.be/polemiques.

analyse En Belgique : Elio Di Rupo illustre, Richard Miller réfute

L'incrimination du néolibéralisme, comme s'y emploie spectaculairement Manuela Cadelli dans sa carte blanche, fait s'indigner les conseillers au centre Jean Gol et chavirer d'aise les chercheurs de l'Institut Emile Vandervelde.

Richard Miller, député fédéral par ailleurs, qui dirige le bureau d'études du MR, n'a pas de mots assez durs, et rectifie tant qu'il peut. En face, Elio Di Rupo tient à témoigner en personne pour le centre d'études socialistes, il abonde, prolonge.

Traits polémiques et analyses se mêlent, la suédoise au milieu (du feu)...

Le premier commence, causant : « M^e Cadelli met en cause

les mandataires publics et leur déontologie, alors je suppose, j'ose croire, que son intervention n'a rien à voir avec la campagne pour les élections au conseil supérieur de la justice, qui ont lieu bientôt ! Non, franchement, elle a tout faux. Je ne mets pas en doute ses convictions, mais de deux choses l'une : soit elle ment, soit elle ne connaît pas. » Richard Miller ponctue : « Alors, la comparaison avec le fascisme, là !, comment vous dire ? Je convoque l'histoire : Mussolini et Hitler ont toujours considéré que leurs plus grands ennemis étaient les libéraux. Alors ? Et je soutiens, moi, que l'"humanisme total" dont se réclame votre inter-

locutrice est un concept dangereux, je dirais même puant, qui nous renvoie au "totalitarisme" dans lequel une certaine gauche s'est enfermée longtemps et dramatiquement. »

Jugement du socialiste à l'autre bout : « L'auteur de la carte blanche force le trait, je ne partage pas l'amalgame entre néolibéralisme et fascisme, mais c'est pour elle une façon d'aller au but dans son texte enlevé. Enfin quelqu'un qui ose dire ce qui se passe vraiment ! Et ça fait du bien ! Car, oui, on a basculé en près de deux ans, il y a une gravité, et elle a raison quand elle désigne un néolibéralisme, je dirais un libéralisme de droite, qui règne

chez nous désormais et qui nous éloigne des expériences centrées auxquelles on a pu assister un temps – des mièvreries à côté de ce qui se passe depuis 16 mois. »

Que se passe-t-il, en effet ? Le néolibéralisme sévit-il chez nous réellement ? Et avec quelle intensité ?

Une intensité zéro, évalue le libéral-réformateur : « Je prends deux exemples. M^r Cadelli soutient que rien n'a été fait après la crise financière de 2008, alors que des dizaines de mesures ont été prises à l'échelle européenne, à commencer par l'Union bancaire, qui concerne 128 établissements financiers dans la zone euro. Veut-on voir les faits ? Autre exemple : dans notre majorité fédérale, nous ne nous préoccupons pas des valeurs, dit-elle, alors que c'est cette majorité, précisément, qui a permis la reconnaissance du génocide arménien, ou qui a relancé, au parlement, le débat sur la laïcité, où il est question de la séparation de l'Église et de l'État, mais aussi des droits et des devoirs de chacun, des libertés dans notre société. Je termine : pas un chapitre dans l'accord de gouvernement qui ne soit tendu vers la création d'activités économiques, d'emplois, le financement de la sécurité sociale, c'est cela la réalité vraie. »

« Enfin quelqu'un qui ose dire ce qui se passe vraiment ! Et ça fait du bien ! » ELIO DI RUPO

Qui n'est pas la « réalité vraie » d'Elio Di Rupo : « Jamais il n'y a eu une telle conjonction entre la volonté d'assujettir l'activité humaine au profit, qui est le maître, et celle d'imposer une austerité budgétaire qui appau-

vrir l'État. Ajoutez, au plan international, le pillage des richesses naturelles et, je l'ai dit, une logique de maximisation du profit qui conduisent à la guerre. » Le président du PS veut-il dire : à la guerre... en Europe ? La déstabilisation de l'Union, sous nos yeux, annonce-t-elle le retour des conflits sur le continent ? La thèse se répand. Elio Di Rupo observe un temps de réflexion, pèse ses mots, ajuste : « Écoutez, en Europe, je

crois que la maturité démocratique est telle qu'il y aura une réaction citoyenne en cas de danger. Voilà. Ce qui, je l'ai dit, n'est pas le cas ailleurs dans le monde, dans des zones plus fragilisées. » Un dernier crochet du gauche pour la suédoise, pour la route si l'on ose dire : « La politique du fédéral se résume à ceci : baisse des investissements, baisse de la consommation, appauvrissement de l'État, mise en danger de la sécurité sociale. On y est bel et bien : en plein dans le néolibéralisme. »

Richard Miller se lève : « Scinder libéralisme et néolibéralisme, pour incriminer le second, c'est une technique pour nous discréditer, nous, les libéraux-réformateurs. Je conteste radicalement cette vision. Libéralisme politique et économique ne font qu'un, et permettez-moi d'emprunter aux marxistes le concept de "libertés formelles" : afin d'être exercées concrètement, les libertés ne suffisent pas, il faut les moyens financiers. Exemple : un jeune est libre d'aller à l'université seulement s'il en a les moyens.

Eh bien, voilà, j'appellerai cela la nouvelle synthèse libérale. L'accord de gouvernement fédéral en est l'illustration. Et Charles Michel l'incarne, il parle de libéralisme éclairé, et vous a dit, en interview en décembre, qu'il aimerait théoriser cela dans un ouvrage. »

Un ouvrage qu'Elio Di Rupo pourrait, lui, consacrer à la social-démocratie « qui se mue en éco-socialisme – on y travaille –, qui embrasse l'économie collaborative, la mécanique des coopératives, qui ne court plus, comme elle le faisait sans doute il y a vingt ans, après la croissance à tous crins, le productivisme si vous voulez, qui recroît à ce que l'on appelle l'"alternative", malgré le coup, réel et symbolique, porté, largement, à la Grèce de Syriza à l'été 2015, un coup terrible pour toute expérience, mais qui n'est pas fatal tant que l'on a du souffle ».

« Je ne mets pas en doute ses convictions, mais (...) soit elle ment, soit elle ne connaît pas » RICHARD MILLER

La promesse d'une aube qui n'est pas celle du libéral : « Il y a une grande quantité d'argent en Belgique, c'est notre PIB, mais la social-démocratie l'absorbe par une sorte de transfusion continue et opaque. Voilà le problème. La social-démocratie historique ne se renouvellera pas, elle est un échec, c'est fini, la nouvelle synthèse libérale est l'avenir. » Quel débat ! ■

DAVID COPPI

LEXIQUE

Libéralisme

Doctrine économique qui privilégie l'individu et sa liberté ainsi que le libre jeu des actions individuelles conduisant à l'intérêt général. Doctrine

politique visant à limiter les pouvoirs de l'État au regard des libertés individuelles.

Néolibéralisme

Idéologie qui défend la privatisation du secteur public, la dérégulation des marchés et la libre concurrence.

Fascisme

Régime établi en Italie de 1922 à 1945, fondé sur la dictature d'un parti unique, l'exaltation nationaliste et le corporatisme. Doctrine ou tendance visant à installer un régime autoritaire rappelant le fascisme italien.

W. B.

POINT GODWIN ?**« Fasciste ! »**

Porté à son point de fusion, le mépris prend des oripeaux d'avant-guerre : fascisme et plus volontiers nazisme. C'est que qu'on appelle le point (ou la loi) Godwin, du nom de l'avocat américain Mike Godwin, qui l'énonça le premier, en 1990 : « Plus une

discussion dure longtemps, plus la probabilité d'y trouver une comparaison impliquant les nazis ou Adolf Hitler s'approche de 1. » A l'origine, cette règle empirique concernait les discussions en ligne, mais depuis, elle s'est considérablement élargie. Ainsi, en 2009, la ministre française de la Culture et de la Communication de

l'époque, Christine Albanel, s'est vu décerner un « point Godwin » par plusieurs journaux en ligne pour avoir déclaré à l'Assemblée nationale : « Je suis accablée par toutes les caricatures sur tous les bancs et par l'obstination qui consiste à présenter l'Hadopi comme une sorte d'antenne de la Gestapo. »

W.B.

Réactions d'internautes

Tom Goldschmidt. « A qualifier tout et n'importe quoi de fascisme, même au nom de critiques justifiées, on ne parvient qu'à banaliser celui-ci. (...) Le fascisme prône le parti unique, le néolibéralisme pas. Le fascisme prône l'omniprésence de l'Etat, notamment en économie, le néolibéralisme, où une priorité est donnée au marché, vraiment pas. (...) Le fascisme censure la presse, le libéralisme a besoin d'une presse autonome, malgré sa dépendance aux puissances d'argent. Le fascisme glorifie la guerre. Le néolibéralisme peut y recourir en cas de besoin, mais ne lui donne pas l'auréole glorieuse que lui donne le fascisme. Déjà

qu'il ne faut pas confondre "fascisme" et "Etat fort"... »

Luc Masure. « Réquisitoire implacable mais juste. Les libéraux lucides et sincères reconnaîtront que le néolibéralisme est un dévoiement si pas une négation du libéralisme qui, à sa naissance en Belgique, était la formation de gauche opposée à la droite catholique. »

Pierre Autoin. « La Belgique n'est pas libérale, la liberté d'entreprendre n'y existe plus, la loi de l'offre et de la demande n'a plus lieu d'être puisque nous sommes dans une économie oligopolistique. Elle n'est plus non plus socialiste, puisque la défense de l'intérêt commun n'existe plus, on ne donne plus à tous une chance égale... Elle est néolibérale :

les principes qu'elle applique sont ceux du capitalisme de connivence, tout en défendant pour la galerie les "valeurs" libérales. »

Hiradote Lhistorien. « La droite néolibérale n'est pas la seule, ni la première, à avoir négligé la justice : les uns l'ont fait parce qu'ils ne voulaient pas envisager l'existence d'un éventuel problème de sécurité mis en lien par certains avec des questions d'intégration, les autres par obsession du dégraissage de l'appareil d'Etat ou/et de l'orthodoxie budgétaire. Sans parler de l'action de politiciens séparatistes pour qui toute compétence fédérale et, qui plus est, un pouvoir régalien constitue, en effet, une cible privilégiée. »